



# DOSSIER DE DEMANDE D'AIDE FINANCIERE

## Déchèterie Professionnelle

Nom du demandeur :

Nom du projet :

→ Objet : création, optimisation, modernisation, ...

→ Nature/origine des déchets : Déchets non dangereux, déchets dangereux, déchets du BTP, encombrants,

→ Localisation

### I - PRESENTATION DU DEMANDEUR

Nom de l'entreprise.

Référent en charge du dossier à contacter chez le demandeur et n° de téléphone.

Nom et qualité du signataire.

Activité exercée par l'entreprise.

(Le cas échéant, présentation du groupe auquel appartient l'entreprise et présentation des activités du groupe en lien avec le projet).

**Données administratives** (Raison sociale, Statut juridique, Code APE, numéro SIRET, Relevé d'identité bancaire, Nombre de salariés) **et financières de l'entreprise** (Etat COFACE).

*Pour tous les types de bénéficiaire, préciser l'assujettissement à la TVA (du bénéficiaire et de ses sous-traitants éventuels)*

### II - CONTEXTE – ORIGINE DU PROJET –ETUDES PREALABLES

#### 1 – Etat des lieux et diagnostic préalable ayant conduit au projet :

Etat des lieux de la situation actuelle en matière de gestion des déchets, de réglementation, de sécurité/conditions de travail

Intérêt par rapport à la situation actuelle et perspectives (gestion de déchets, respect de la réglementation, sécurité/condition de travail, environnement...); contribution à l'atteinte des objectifs de la loi TECV.

Préciser les éléments qui ont conduit au projet, études préalables : étude de faisabilité (comparaison de scénarios) - *les joindre en annexe.*

#### 2 - Etat actuel du projet :

Choix d'implantation, financement, partenariats, études de faisabilité, acquisition foncière, permis de construire, statut ICPE, ....

Implantation de l'installation : localisation, type d'urbanisation, accessibilité, rayon d'action,

### III - COMPATIBILITE AVEC LE PLAN REGIONAL (opérations et équipements projetés)

Situation au regard de la planification (conformité au plan régional de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés et des déchets de chantier du BTP s'il existe).

Indiquer l'impact départemental voire régional potentiel : part du gisement (du déchet concerné) mobilisé par le projet.

#### IV - DESCRIPTIF DU PROJET

Préciser pour chacun des sous-chapitres ci-dessous, les évolutions et plus-values induites par le projet.

##### 1 – Gisement et garantie d’approvisionnement

Préciser l’origine, la nature, les quantités, les conditions d’admission et de traitement avec procédure de contrôle prévue (démarche qualité ou autre), la zone géographique concernée (zone de chalandise), destination actuelle, ainsi que les garanties d’approvisionnement.

##### **Données générales :**

Nombre et type de clients : (préciser % apports par des artisans, PME, ou grandes entreprises)

Nature des déchets produits par les clients :

Capacités autorisées :

##### **Par type de flux :**

Origine des flux /apports	Nature : Composition du/des flux	Quantité : t/an	Taux de refus prévus et destination	Conditions d’admission : contrôle qualité (a)	Garantie d’approvisionnement

(a) contrôles mis en place (visuels, analyses, pesées,...)

##### **Origine des Flux :**

- apports du département et % sur total des apports :
- apports extérieurs au département et % sur total des apports :
- apports internes/externes à l’entreprise et part sur approvisionnements
- modalités d’approvisionnement : part des apports volontaires ou/et par collecte, ou sur les chantiers (déchets du BTP)

Préciser si des bordereaux de suivi de déchets seront exigés en entrée et un registre des entrées et sorties est prévu.

Relations avec les clients fournisseurs de déchets (en compte, facturation à la livraison, remises éventuelles en fonction du volume des apports,...)

Prestations complémentaires : location de bennes, autres services.

Autre particularité territoriale (préciser) :

##### **2- Fonctionnement général**

Description du fonctionnement global (synoptique général commenté) et capacité en fonction de la nature des déchets entrants (théorique et technique optimale estimée (en t/an)).

Evolutivité du site tenant compte de l’évolution quantitative et qualitative des flux entrants.

Capacités de stockage (en jour ou m<sup>2</sup>)

	Couvert	Extérieur
Amont	...	
Aval	...	

Descriptif détaillé des installations. Plan masse, circuit de circulation, stocks...

- Aménagements spécifiques pour limiter les nuisances (bruit, poussières, impacts visuels, ...) et les pollutions éventuelles (modalités d'entreposage/stockage des déchets, conditionnements,...) ;

## V - DEVENIR DES DECHETS CONCERNES

### 1 - Bilan matière :

*Tonnages entrants par flux et tonnages sortants par flux en indiquant les tonnages valorisés (sous forme matière, énergétique) et le tonnage dirigé vers le stockage.*

- *quelles sont la nature et la destination des matières, sous-produits et/ou déchets générés ?*
- *quelles sont les conditions d'élimination ou de traitement des déchets (conformités réglementaires des filières, conditions d'acceptation, procédure de contrôle prévue) ?*

Année :

Bilan matière actuel de la déchèterie (si projet de rénovation) :

Bilan matière prévisionnel de la déchèterie :

Nature des déchets entrants (a)	Quantités entrantes (t/an)	Nature des déchets sortants après tri (b) (préciser code)	Valorisation (nbre de colonnes selon indiquer par type de valorisation)	Elimination	Type et garantie de reprise
....		.....			
		TOTAL			
<b>TOTAL =</b>					
<b>Evolution/ situation actuelle</b>	<b>+ x tonnes</b>		<b>+ x tonnes</b>	<b>+ x tonnes</b>	

(a) Déchets non dangereux des entreprises, déchets du BTP .

à détailler par types, par ex : pour déchets du BTP – distinguer déchets du Bâtiment .

(b) Papiers-cartons Housses plastiques, plastiques durs, Métaux ferreux et non ferreux, bois A/B, textiles, inertes( gravats,verre..)

- Inertes issus de l'activité BTP : bétons, sable, démolition de chaussée, briques....

- Déchets non dangereux issus de l'activité BTP : bois, plâtre, métaux ferreux ou non, emballages plastiques ...

(c) valorisation matière (papeteries, filière plastique..), valorisation énergétique

Par exemple, pour déchets du BTP, les filières possibles :

Type d'installation	Type d'opération
Ressourcerie, recyclerie ou équivalent	Préparation au réemploi
Centre de tri pour DND	Regroupement
Plate-forme de tri/valorisation	Tri/Valorisation
Centrale d'enrobés	Valorisation
Unité de compostage	Valorisation
Autres installations (ex : industrie du plâtre, de l'acier...)	Valorisation
Commercialisation de matériau recyclé	Valorisation
Réaménagement de carrières (disposant d'un arrêté d'exploitation)	Valorisation
Réaménagement d'une ISDI	Valorisation

Type d'installation	Type d'opération
Réaménagement en ISDND	Valorisation
UIOM avec valorisation énergétique	Valorisation énergétique
Cimenterie	Valorisation énergétique
Chaufferie urbaine ou industrielle	Valorisation énergétique
Stockage en ISDI	Elimination
Stockage en ISDND	Elimination
Stockage en ISDD	Elimination
UIOM sans valorisation énergétique	Elimination
A préciser	Autres traitements

**Comparatif entre l'organisation actuel et la nouvelle organisation : répartition valorisation énergétique - matière / stockage (exprimé en tonnages).**

Décrire les objectifs de montée en puissance : quantité collectée/ qualité (% refus, taux de valorisation/actions / population desservie (si le projet s'y prête) ou nouveaux clients.

Nature des engagements de performance

**2 – Garanties de reprise :**

Quelles sont les garanties de reprises (engagements des repreneurs, étude de marché, autre) ? Préciser si des bordereaux de suivi de déchets seront édités en sortie et si un registre des entrées et sorties est prévu.

Liste des contrats par matériau :

Année :

Matériaux	Date contrat	Prestataire	Quantités annuelles valorisées	Destination filière (1)

(1) fournir la liste des repreneurs avec la filière aval

**VI - BILAN DES PERFORMANCES ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES DU PROJET**

*Préciser pour chacun des sous-chapitres ci-dessous, les évolutions et plus-values induites par le projet.*

**1 - Bilan énergétique :**

Consommations d'énergie  
Performance énergétique

**2 - Bilan environnemental :**

Intégration paysagère  
Bruit  
Consommation d'eau et gestion des effluents  
Impact des transports - Modes de transport alternatifs  
Emissions de GES (transport, bâtiment), de poussières, ...  
Prévention et gestion des déchets du chantier de construction de la déchèterie

## VII EMPLOI ET CONDITIONS DE TRAVAIL

### 1 - Nombre et nature des emplois transférés et créés.

Nbre de personnes	Contrat à durée indéterminée	Contrat à durée déterminée	Contrat d'insertion	Total	En ETP (équivalent temps plein)
Agent technique					
Agent administratif					
Encadrement					
<b>TOTAL</b>					
<b>en ETP</b>					

Indiquer après le nombre, si emploi transféré (T) ou si emploi créé (C)

Formation et habilitation des personnels (plan de formation conforme à la réglementation ICPE)

### 2 - Risques et aspects sécurité

Identifier les risques potentiels en prenant en compte les aspects Risque & hygiène –santé au travail :

- Risque incendie,
- Risques sanitaires (bruit, poussières, luminosité)
- Ergonomie au travail (limitation du nombre de gestes, postures pour réduire les TMS)

## VIII - ECHEANCIER DE REALISATION

A différencier par équipement si nécessaire.

## IX - COMMUNICATION, SENSIBILISATION, FORMATION - DEMARCHE QUALITE

Description des actions de concertation, sensibilisation, information-communication : acceptabilité du site, pédagogie, conditions d'admission envers différentes cibles : riverains, élus, grand public, scolaires...

Des données relatives aux actions sur la qualité :

- Les **actions** éventuelles réalisées **pour améliorer la qualité globale** (plan d'assurance qualité PAQ,...), les actions de management environnemental (certification ISO 14001) ;
- Les **actions relatives au contrôle de la qualité** même des matériaux valorisés (caractérisation-essais, fréquence, ...) ;
- **Relations avec les clients** valorisant les matériaux : exigences de ces clients, établissement de contrats de reprise.

## X - ELEMENTS ECONOMIQUES DU PROJET

### 1 - Investissements prévisionnels

Détail Investissement	Valeur du bien en € (HT)	Référence Fournisseur	Mode de financement prévisionnel	Durée d'amortissement
<b>1- ETUDES</b>				
<i>(insérer des lignes si besoin)</i>				
Honoraires architectes				
<b>Sous-total 1</b>				
<b>2- EQUIPEMENTS (indiquer la liste précise des principaux équipements)*</b>				
<i>(insérer des lignes si besoin)</i>				
<b>Équipement :</b>				
- bennes				
- pont bascule				
- séparateurs				
- Décanteur déshuileur				
- ...				
<b>Autres équipements :</b>				
- Aménagement paysager				
- ...				
<b>Sous-total 2</b>				
<b>3- GENIE CIVIL</b>				
Bâtiment				
Voirie réseaux divers, accès				
<b>Sous-total 3</b>				
<b>4- AUTRES</b>				
<i>Formation**</i>				
<i>Promotion - Communication**</i>				
<i>Coût du suivi de l'opération sur 2 ans : campagne de mesures...</i>				
<i>Actifs immatériels : licences, brevets, logiciels</i>				
<i>(insérer des lignes si besoin)</i>				
<b>Sous-total 4</b>				
<b>TOTAL</b>				
	Total	Capitaux propres		(préciser la durée et le taux d'emprunt)
		Emprunts		
		Crédit bail		

\*distinguer coûts d'achat des équipements du coût de leur installation et raccordements.

Préciser si équipements d'occasion ou loués, équipements fixes ou mobiles

\*\*Pour les actions d'accompagnement correspondant à la formation, seules les formations réalisées par un prestataire externe peuvent être prises en compte.

## 2 - Plan de financement (différencié par équipement si nécessaire)

Faire ressortir le montant de l'aide demandée à l'ADEME et aux autres financeurs éventuels.

Ressources liées au projet	Montant (k€ HT)
Apport en fonds propres des partenaires (augmentation de capital)	
Autofinancement	
Emprunts auprès d'établissements de crédit*	
Aides ADEME	
Autres aides publiques (origine et nature à préciser)	
Autres ressources (à préciser)	
<b>Total</b>	

Dans le cas d'un ou plusieurs matériels financés par un crédit bail, l'ADEME octroie l'aide relative à ce(s) matériels, au crédit bailleur ; dans ce cas, fournir les coordonnées de la banque et son RIB.

Après accord de l'ADEME sur la subvention susceptible d'être accordée, fournir l'échéancier des loyers déduction faite de la subvention de l'ADEME.

La convention d'aide financière devient tri-partite : ADEME/ bénéficiaire/ crédit bailleur

## 3 – Compte prévisionnel de résultat

(en k€)	SITUATION ACTUELLE	ANNEE 1	ANNEE 2	ANNEE 3	ANNEE 4	ANNEE 5	TOTAL
<b>DONNEES TECHNIQUES :</b>							
<i>Tonnage entrant</i>							
<i>dont :</i>							
- <i>tonnage collecté</i>							
- <i>tonnage trié</i>							
- <i>tonnage non dirigé vers la valorisation auparavant</i>							
<i>Tonnage sortant valorisé, dont :</i>							
- <i>tonnage pour valorisation matière</i>							
- <i>tonnage pour valorisation énergétique</i>							
<i>Tonnage sortant non valorisé : Refus</i>							
<i>(insérer des lignes si besoin)</i>							
<b>CHIFFRES D'AFFAIRES :</b>							
Recettes de prestation de prise en charge							
Recettes vente de matériaux							
<i>(insérer des lignes si besoin)</i>							
<b>Chiffre d'Affaires total</b>							

<b>CHARGES :</b>							
Frais de personnel							
Consommations matières premières							
Consommations d'énergie							
Entretien maintenance							
Traitement Transport déchets							
Divers charges opérationnelles							
Impôts et taxes (sur la production)							
<i>(insérer des lignes si besoin)</i>							
<b>Total charges</b>							
Subvention à la production et emplois aidés							
<b>Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>							
Amortissements							
Charges financières (intérêt emprunt...)							

Le calcul de rentabilité prévisionnelle s'effectue sur les 5 premières années d'exploitation des équipements.

Si l'équilibre n'est pas atteint la 5ème année, des explications complémentaires devront être apportées.

(1) En cas de modification ou de complément d'une installation existante, on ne prendra en compte que les coûts ou recettes marginales, ou la variation des dépenses et des recettes par rapport à la situation antérieure.

## **XI - MODALITES JURIDIQUES DE CONSTRUCTION ET D'EXPLOITATION DES EQUIPEMENTS**

Description du montage juridique pour la conception, la construction et l'exploitation. (Différencier par équipement si nécessaire).

Partage des responsabilités sur le projet.

En cas de délégation de service public, fournir les éléments permettant à l'ADEME de définir le statut concurrentiel ou non du bénéficiaire (notamment sur les clauses encadrant les éventuelles activités économiques permises au délégataire)

## **XII - PARTENAIRES PUBLICS OU PRIVES**

Indiquer les différents partenaires du projet : prestataires, récupérateurs...

La nature de leur partenariat (en particulier relations entre les compétences collecte et traitement, dans le cas d'une opération relative à des déchets ménagers et assimilés uniquement).

### **ANNEXES :**

- Modèle « Données administratives » du demandeur
- Modèle « Données financières » du demandeur



**Données administratives (Modèle type)**

RAISON SOCIALE :

Adresse :

Téléphone : ..... Télécopie :

Forme juridique : ..... Effectif :

Code NAF (ex - APE) : ..... N°SIRET :

Code APE : .....

Activité principale :

Responsable dirigeant : ..... Fonction :

Responsable du projet : ..... Fonction :

Assujettissement à la TVA ?  Oui  Non

L'entreprise a-t-elle d'autres établissements :

Effectif total de l'entreprise :

L'entreprise appartient-elle à un groupe industriel ou financier :

Lequel : Actionnaires à plus de 10 % -

-

Effectif total du groupe :

**Transmettre Extrait KBis, RIB**

Je soussigné....., agissant en tant que  
.....sollicite une aide financière pour la réalisation de  
.....

Je certifie que mon organisme est en situation régulière au regard de ses obligations fiscales et sociales, ainsi qu'avec les dispositions réglementaires en matière d'énergie et d'environnement pour le projet concerné.

Cachet

Fait le :

Signature

**Données financières**

Date de clôture de l'exercice comptable :  
**Compte de résultats** (en milliers d'euros)

	Année 201.	Année 201.	Année 201..	Exercice en cours
Chiffre d'affaires HT dont CA export				
Production				
Valeur ajoutée				
Excédent brut d'exploitation				
Résultat courant avant IS				
Résultat net				
Capacité d'autofinancement				

**Bilan (éléments à prendre dans la liasse fiscale)**  
(en milliers d'euros)

	Année 201.	Année 201.	Année 201..	Exercice en cours
Actif immobilisé brut (BJ)				
Amortissement (BK)				
Actif circulant (BL à CF) dont stocks (BL à BT)				
Capitaux propres (DL)				
Dettes (DS à FA) dont emprunts et dettes à plus d'1 an (7Y à 8A & VI)				

Indiquer si l'un des exercices est supérieur à 12 mois.